

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS**  
**ARRÊTÉ MUNICIPAL DE VOIRIE Réf. : ST/ 24-050**

**Le Maire de BOURG-LA-REINE ;**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;  
Vu le Code de la Route ;  
Vu le Code de la Voirie Routière ;  
Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal modifié du 18 septembre 2019 et ses annexes instaurant la réglementation générale de circulation et de stationnement dans les différentes voies de Bourg-la-Reine ;  
Vu le règlement de voirie communal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 9 décembre 2020 ;

Vu la Décision Municipale en date du 27 décembre 2023, fixant le montant des droits de voirie applicables à Bourg-la-Reine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 ;

Vu la demande de réservation de stationnement formulée par OPTIM Entreprise en date du 29 février 2024 ;

Considérant qu'une livraison de matériels et matériaux doit avoir lieu au droit du 4 rue du 25 août 1944 à Bourg-la-Reine, le 13 mars 2024 ;

Considérant qu'affin d'assurer la sécurité et la commodité de la circulation publique, il convient de réglementer la circulation et le stationnement dans cette voie pendant la durée du déménagement ;

Sur proposition des Services Techniques de la ville de Bourg-la-Reine ;

**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>** : le pétitionnaire désigné ci-dessous est autorisé à occuper le domaine public et à stationner pour les besoins d'une livraison de matériels et matériaux dans les conditions désignées ci-après :

Coordonnées du pétitionnaire	
Optim Entreprise 1 bis rue des Ormes 93160 Noisy-le-Grand.	
Date(s) de la livraison :	Le mercredi 13 mars 2024
Adresse de la livraison :	<b>4 rue du 25 août 1944</b>

**Article 2 : Conditions de circulation et de stationnement**

**Horaires :**  de 7h30 à 18h00

**Circulation des véhicules :**

par demi chaussée       basculement de circulation sur chaussée opposée  
 circulation alternée       régulée manuellement par un homme trafic       en chaussée rétrécie

**Limitation de vitesse :**  à 30 km/h       à 10 km/h

**Circulation des piétons :**

maintenue sur trottoir       basculée du côté opposé       présence d'un monte-meuble

**Circulation des vélos :**

maintenue sur piste ou bande cyclable       maintenue sur chaussée       basculée sur chaussée avec ballassage

**Stationnement des véhicules :**

**Le stationnement est interdit à tous véhicules à l'exception du véhicule du pétitionnaire et considéré comme gênant conformément aux articles R 417-10 à R417-12 du Code de la Route au droit du 4 rue du 25 août 1944.**

sur 2 places de stationnement       sur 3 places de stationnement

**Les véhicules en infraction au présent arrêté feront l'objet d'une demande d'enlèvement conformément à l'article R 325-1 et suivants du Code de la Route.**

**Article 3 : Droits de voirie**

Le pétitionnaire acquittera les droits de voirie applicables à l'occupation du domaine public autorisée prévus par la décision municipale en vigueur (tarifs précisés sur le site de la Ville).

**Article 4 : Signalisation**

Une signalisation conforme au Code de la Route et bien visible des automobilistes sera mise en place 48 heures avant la date de la livraison par le pétitionnaire cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté. Elle sera maintenue en place et pendant toute la durée de l'opération par le pétitionnaire.

**Article 5 : Affichage**

L'affichage de l'arrêté sera effectué par les soins du pétitionnaire cité à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté 48 heures avant le début de l'occupation du domaine public.

**Article 6 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant l'autorité territoriale dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans le délai de deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse dans un délai de deux mois au recours gracieux vaut rejet implicite.

**Article 7 : Exécution de l'arrêté**

Monsieur le Commissaire de Police Divisionnaire d'Antony, Monsieur le Directeur Général des services, Madame la Directrice du Pôle Aménagement Urbain et du Cadre de Vie, Monsieur le Chef de service de la Police Municipale, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :**

- Commissariat d'Antony, 50 avenue Galliéni 92160 Antony ;
- Monsieur le Capitaine, Commandant de la 21<sup>ème</sup> Compagnie d'Incendie de Clamart, 287 avenue du Général de Gaulle 92140 Clamart ;
- Centre de Secours de Bourg-la-Reine ;
- La Police Municipale de Bourg-la-Reine ;
- Comité AVH-Sud 92 – 2 rue des Écoles 92330 Sceaux ;
- Responsable de centre EFFIA, 66 boulevard du Maréchal Joffre 92340 Bourg-la-Reine ;
- VS-GP, 28, rue de la Redoute 92 260 Fontenay-aux-Roses ;
- Le pétitionnaire ;

Bourg-la-Reine, le 29 février 2024

Pour ampliation,  
Pour le Maire

Le Maire,  
Signé : Patrick DONATH



Isabelle SRIERS

Maire Adjointe déléguée à l'Aménagement urbain et au cadre de vie.

Publication de l'acte sous forme électronique sur le site Internet de la Ville, le 11 mars 2024